

En partenariat avec
la Chaire Raoul-
Dandurand

La géopolitique de l'eau au Moyen-Orient : guerre improbable, paix impossible ?

« Guerres de l'eau », « ruée vers l'or bleu », « siècle des guerres de l'eau » : on croise depuis quelques années ces formules comminatoires. De futurs conflits de diverses intensités sont prophétisés, avec pour enjeu le contrôle des ressources hydriques.

Le XX^e siècle ayant prétendument été celui des guerres de l'or noir, les préoccupations écologiques ont nécessairement conduit les futurologues à baptiser le suivant « celui des guerres de l'or bleu ». Et que de guerres en perspective ! On peut vivre sans pétrole, pas sans eau. Pourtant, dès que l'on chausse les lunettes de l'historien, le tableau qui s'offre à nous est susceptible de relativiser ces tragiques prédictions. En recensant les violences directement liées au contrôle des aquifères depuis l'Antiquité, on arrive péniblement à une courte liste d'éruptions de violences de faible intensité : émeutes, escarmouches entre villages (1).

Il s'agit presque systématiquement de violences localisées, ponctuelles et populaires. Les gouvernements ne semblent pas vouloir se laisser entraîner dans des conflits provoqués par des problèmes locaux. Tel est le paradoxe : l'unique ressource indispensable à la vie génère des tensions mineures, alors que des ressources non nécessaires, voire superflues, ont été à l'origine de conflits et d'inégalités tels que les économistes parlent de « malédiction des ressources naturelles » (2).

C'est bien ce paradoxe qui parcourt les dirigeants des pays du Moyen-Orient : « *With water you can make politics. With land you can make war* », affirme Benyamin Netanyahu dans un



Destruction par l'armée israélienne d'un canal prétendument construit illégalement par un agriculteur palestinien à Hébron (juin 2009).

congrès sur la gestion durable de l'eau en 1995 (3). Dans leurs déclarations publiques, les responsables politiques israéliens et palestiniens ne mentionnent la question de l'eau que marginalement, loin derrière la question de la sécurité pour les premiers et celle des réfugiés, des colonies et du statut de Jérusalem pour les seconds. Il ne faut certes pas ignorer le calcul politique qui anime le Premier ministre israélien lorsqu'il prononce cette phrase, mais une telle position est symptomatique de la valeur symbolique accordée à la terre et de la valeur instrumentale accordée à l'eau.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que si l'eau n'est pas, selon toute probabilité, l'enjeu d'une guerre à l'avenir, elle n'est pas porteuse de paix pour autant. L'Afrique du Nord et la péninsule Arabique sont les régions les plus arides du monde. Au Moyen-Orient, seuls la Turquie, l'Irak, le Liban et Israël échappent relativement au manque d'eau. La Syrie est en situation de stress hydrique, c'est-à-dire, selon l'ONU, que les ressources disponibles se situent entre 1 000 et 1 700 mètres cubes (m³) par personne par an. Les autres pays de la région sont en situation de pénurie hydrique (moins de 1 000 m³ par personne par an). Le niveau moyen des ressources en eau de l'ensemble des pays de la zone tourne autour de 1 400 m³ par personne par an (cf. cartes p. 21). D'ici à 2025, ce niveau sera divisé par deux en raison de l'accroissement démographique. L'agriculture engloutit jusqu'à 90 % de l'eau douce, contre une moyenne mondiale de 70 % (4). L'industrie et les usages domestiques se

partagent le reste. Un des contentieux centraux de la région est la consommation d'Israël, plusieurs fois supérieure à celle de ses voisins, des traités lui garantissant en effet un accès privilégié aux ressources hydriques de la région. Néanmoins, ces tensions ne sont pas à la source des litiges entre ces pays. L'inégal partage des ressources en eau n'est qu'une dimension parmi d'autres, et pas nécessairement celle qui mène à l'escalade des crises.

L'eau, une ressource qui ne se raréfie pas

Pour mieux comprendre les enjeux hydriques du Moyen-Orient et les possibilités de les surmonter, il est indispensable de saisir les spécificités de cette ressource bien différente des autres. L'analogie avec le pétrole, quoique séduisante, n'en est pas moins infondée. D'un point de vue strictement physique, la quantité d'eau sur Terre est constante, contrairement à celle de pétrole : c'est une ressource renouvelable. En termes économiques, c'est un bien public long terme, c'est-à-dire un bien qui respecte le principe de non-exclusion et celui de non-rivalité. Or, l'eau est plutôt habituellement définie comme un bien commun, c'est-à-dire qui respecte le principe de non-exclusion (il est en effet quasiment impossible d'empêcher quiconque de puiser dans l'eau de surface), mais pas celui de non-rivalité. Alors qu'à long

terme, chaque goutte d'eau est utilisée sans concurrence par de nouvelles personnes à chaque nouveau cycle, la rivalité existe à court terme : l'usage de l'eau par une personne en prive une autre personne. Pour les États, l'enjeu ne se pose pas en termes de décalage entre demande et offre mais entre demande et taux de renouvellement des ressources. La compétition entre États intervient dans ce cadre et se renforce avec une pression démographique croissante. Ce qui se traduit concrètement par un enjeu d'accessibilité à l'eau potable, le cœur de la question de l'eau, au Moyen-Orient comme ailleurs.



L'agriculture traditionnelle reste la première source de consommation en eau (ici en Égypte). © André Klason

Actuellement, dans le monde, la consommation d'eau est de 917 m³ par personne par an, un quadruplement depuis 1950. Or, les quantités terrestres d'eau douce accessibles s'élèvent à 6 700 m³ par personne par an (5). La quantité d'eau disponible n'est donc pas un problème, pour les prochaines décennies au moins. C'est d'ailleurs le raisonnement de Ricardo Petrella, économiste et fondateur du Comité international pour le contrat mondial de l'eau. Pour lui, le discours sur la raréfaction de l'eau à l'image de la raréfaction du pétrole sert à légitimer la privatisation de la production et distribution d'eau, censée réguler la consommation (6). Cependant, cet argument est à nuancer dans la mesure où, dans le monde, la production et la distribution d'eau est réalisée à hauteur de seulement 7 à 8 % par des opérateurs privés (la France fait exception avec 28 % en régie publique). On le voit, la question de l'eau ne se pose pas, du moins pas dans l'avenir proche, en termes de quantité globale mais en termes d'accessibilité locale à une eau de qualité. De plus, l'utilisation humaine tend à dégrader progressivement la qualité de l'eau et à perturber son cycle. Illustration dramatique de cet impact, le désastre écologique et sanitaire de l'assèchement de la mer d'Aral dû au

détournement de ses deux fleuves tributaires. L'eau constitue donc un bien particulier dans son usage. Mais elle se distingue aussi en matière d'échange. Bien que précieuse, l'eau d'irrigation est gratuite, ou presque, dans la plupart des pays de la région, et les méthodes d'irrigation sont souvent rudimentaires donc très gaspilleuses (45 % de rendement environ). Cependant, même en étant payante, son coût serait ridicule comparé à celui des ressources naturelles habituellement convoitées. Tel est le paradoxe de l'eau et du diamant qui a tourmenté des générations d'économistes. Les premiers à se pencher sur cette question, comme Adam Smith, Ricardo ou Marx, expliquaient le prix d'un bien non pas par sa valeur d'usage (vitale pour l'eau, superflue pour le diamant), mais par la quantité de travail nécessaire pour le produire. L'eau est extraite ou fabriquée à bien moindre coût que le diamant. Cette explication est aujourd'hui complétée par l'idée que le prix d'un bien est fixé par l'utilité d'une unité supplémentaire de ce bien. Or, plus on dispose d'une grande quantité d'un bien, plus son utilité baisse, et l'eau est toujours consommée en bien plus grande quantité que les diamants. Le prix de l'eau ne se compare donc pas avec celui des ressources rares, ce qui doit logiquement limiter les risques de conflits. Même dans les régions arides, les individus disposent d'une quantité minimale d'eau pour au moins survivre. Celle-ci est cependant bien faible pour assurer à la fois l'alimentation et l'hygiène et de qualité médiocre comparée aux zones riches en eau.

Le gaspillage unilatéral et silencieux d'une ressource rare

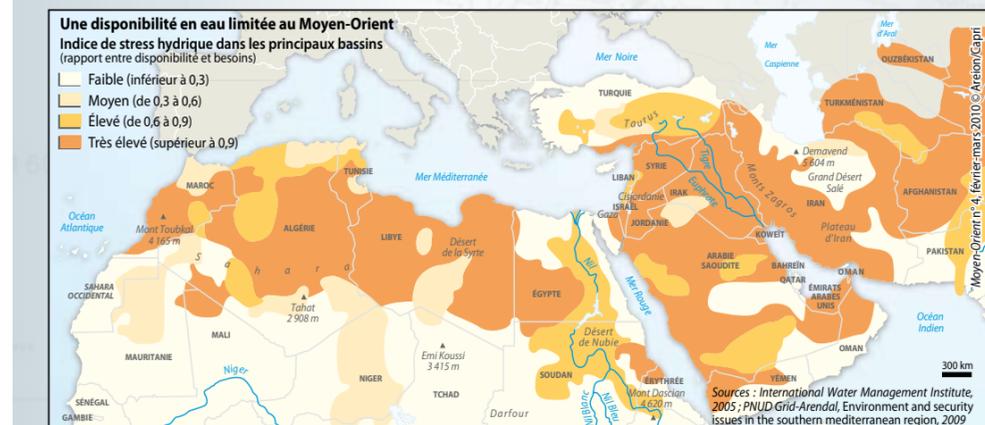
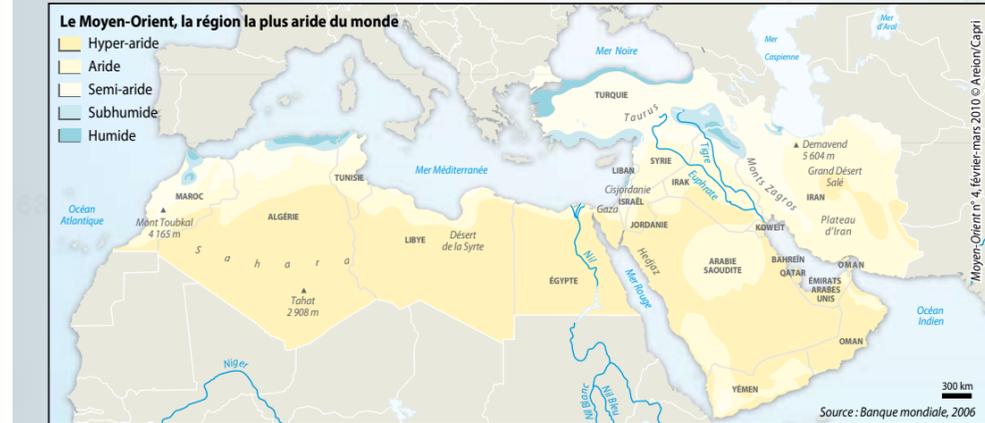
Le Moyen-Orient est le théâtre d'un subtil paradoxe. Avec 1 % de l'eau de la Terre pour 6 % de sa population, il souffre de stress hydrique. Or, cette situation ne l'empêche pas de gaspiller l'eau dont il dispose dans une agriculture globalement sous-développée. Les pays de la région ne partent pas en guerre pour piller les réserves de leurs voisins, mais ils épuisent littéralement leurs propres réserves, souvent au détriment de ces derniers, puisque cours d'eaux et aquifères délimitent ou traversent nombre de leurs frontières (cf. cartes). En outre, les accords multinationaux sont timides et ne fournissent pas le cadre d'une gestion durable.

L'agriculture est le buvard des ressources de la région. Mais un buvard sacré : elle est pourvoyeuse d'emplois et doit mener à l'indépendance alimentaire. Or, elle consomme plus d'eau que les agricultures modernes, malgré un rendement bien inférieur. Deux autres facteurs aggravent la situation. D'abord, le Moyen-Orient connaît une croissance démographique forte (30 % en moyenne), excepté Israël (16 %). Ensuite, l'accroissement, même modeste, du niveau de vie conduit à une demande plus importante. À cet égard, l'immigration vers l'État hébreu, venant de pays où l'eau est abondante et utilisée indistinctement, pèse de tout son poids. Effectivement, depuis 1949, la population et les surfaces irriguées ont été multipliées par six, réduisant ainsi les disponibilités d'eau à la fois pour Israël et la Jordanie,

tous deux dépendants du Jourdain. En Jordanie, le problème est le même, sauf que ce pays est l'un des plus secs de la région : au lendemain de la première guerre du Golfe, il a dû accepter 350 000 réfugiés palestiniens supplémentaires. L'association de ces deux facteurs fait que la demande d'eau augmente plus vite que le taux d'accroissement de la population : de plus en plus de gens demandent de plus en plus d'eau.

Pourtant, les États gèrent la question de l'eau au fur et à mesure que les problèmes se présentent, comme s'il s'agissait d'un enjeu secondaire. Ils semblent privilégier les politiques de court terme, sous-optimales, tant économiquement qu'écologiquement. Par exemple, l'Arabie saoudite ponctionne ses réserves d'eau fossiles pour faire pousser du blé dans le désert. L'Égypte encourage financièrement la création de villes nouvelles dans l'ouest du pays et dans le Sinaï. Or, le niveau de vie de ces colons est plus élevé que la moyenne du pays, comme leur consommation d'eau. Les fuites des systèmes d'approvisionnement peuvent atteindre 60 %, à l'instar de la Jordanie. Les méthodes agronomes non durables (déforestation, surpâturages, défoliation, pompes excessives) ont entraîné des dégradations massives du sol : la salinisation gagne l'eau de surface à Gaza, la désertification progresse dans le delta du Nil, etc. L'approvisionnement depuis certains fleuves frappés par la pollution chimique (le Litani au Liban, l'Euphrate en Syrie) diminue, ce qui reporte la charge sur d'autres cours d'eau encore potables. Or, la surexploitation des ressources hydriques à un rythme supérieur à leur renouvellement réduit leur volume à long terme. Cette rareté accrue va finir par entrer en contradiction avec la consommation de ces pays.

L'eau a également servi d'enjeu et de cible lors des guerres israélo-arabes et des contentieux entre voisins de la région. Canaux et barrages ont été détruits par Israël en Syrie et en Jordanie pour inciter ces pays à arrêter l'infiltration de Palestiniens armés. La guerre des Six Jours a conduit à la destruction des barrages syriens sur le Jourdain, qui réduisaient le débit pour l'État hébreu, et à la mainmise de son affluent par les Israéliens,



le Baniyas. L'occupation du Sud-Liban jusqu'en 2000 a permis à Israël de prendre le contrôle du Wazzani et du Hasbani, affluents du Jourdain. Les colonies israéliennes dans les Territoires occupés se massent au-dessus des aquifères et le long du Jourdain.

Mais bien plus souvent, des accords, certes parfois inéquitables, partiels ou temporaires, voire mal appliqués, ont été trouvés, même dans des situations

explosives. Dans les années 1990, deux grands accords bilatéraux portent sur le partage de l'eau du bassin du Jourdain entre l'État hébreu et ses voisins : le premier est le traité de paix entre Israël et la Jordanie (1994) ; le second, l'accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza (Oslo II, 1995). Plus au nord, la Turquie a persuadé la Syrie de cesser son soutien aux insurgés kurdes en lui garantissant le maintien du



Le billet de 5 nouveaux shekels, mis en circulation en Israël en 1985, souligne l'importance de l'eau pour l'État hébreu avec cette illustration du National Water Carrier, canal qui alimente l'ouest et le sud du pays depuis le lac de Tibériade.

débit de l'Euphrate. Invoquant le droit du pays d'amont, elle s'est placée en position de force contre la Syrie et l'Irak, tout en se réservant le droit de vendre de l'eau à Israël, les premiers ne manquant pas de s'élever contre la « spoliation » de « leur » eau. Les relations sont pourtant à la détente, une réunion trilatérale en septembre dernier ayant conduit la Turquie à relâcher de l'eau du barrage Atatürk. La Syrie et l'Irak ont créé un organisme bilatéral en 2008 pour trouver un accord commun avec la Turquie. Au sud, l'Égypte joue sur sa position de puissance régionale et de son « droit historique » aux eaux du fleuve pour imposer sa volonté au Soudan, à l'Éthiopie et à l'Érythrée, alors même qu'elle se situe en aval du fleuve. La question de l'eau est délicate pour Le Caire, car ses relations sont particulièrement mauvaises avec Khartoum. De plus, les séparatistes du Sud-Soudan (alliés aux rebelles éthiopiens) pourraient menacer de changer la donne dans la région s'ils parvenaient à faire sécession. L'accord sur les eaux du Nil (1929), qui accorde au Caire un droit de veto sur les modifications du débit du fleuve en amont, est contesté par le Soudan et l'Éthiopie qui exigent une renégociation. Mais l'Égypte et le Soudan, les deux plus grands consommateurs des eaux du Nil, ont fait bloc en juillet 2009 contre le projet des autres pays traversés par le fleuve plus au sud visant une répartition plus égalitaire du débit (cf. l'article de Frédéric Lasserre dans ce dossier).

~ Désalinisation et mise en commun : vers une gestion pacifique ?

Les pays du Moyen-Orient ne sont pas en situation de dénuement hydrique absolu et immédiat. Les conflits violents risquent donc de se cantonner à des contentieux frontaliers ou internes. L'eau est à la fois trop importante et trop peu rentable pour être laissée à l'aléatoire de coûteuses guerres d'appropriation, contrairement à d'autres ressources de valeur (7). Son transport à longue distance est malaisé et rend l'acheteur trop vulnérable, ce qui en fait une solution locale

et de dernier recours. L'emploi des armes dans la région, comme Israël en Jordanie, en Syrie et au Liban, a été essentiellement correctif. Les frappes visaient des installations perçues par les Israéliens comme menaçant leur accès à l'eau. Mais voir un État puissant et riche en eau irriguer abondamment ses cultures (Turquie, Israël, Égypte) ne peut qu'attiser la rancœur des plus mal lotis qui y voient une provocation et ajouter un motif de contentieux dans des relations de voisinage déjà houleuses. De ce point de vue, les accords de partage sont une solution qui permet une gestion durable et apaisante d'une ressource qui ignore les frontières. Toutefois, l'usage judicieux de l'eau, même avec une modification des modes de consommation et de production, n'est plus suffisant pour satisfaire une demande croissante. Le

dessalement a accompli des progrès majeurs, ouvrant des perspectives très encourageantes pour une humanité qui se masse de plus en plus sur les côtes. L'activité est en plein essor, puisque le prix de l'eau dessalée est rapidement devenu compétitif (autour d'un demi-dollar par mètre cube dans les meilleurs cas). Enfin, le marché de l'eau « virtuelle », c'est-à-dire l'eau économisée en important un produit agroalimentaire plutôt qu'en le produisant, est une piste sérieuse, même si les pays de la région sont réticents à renoncer à leur indépendance alimentaire.

Entre ces solutions et les gisements d'économie qui restent à réaliser sur la consommation actuelle, la perspective d'un règlement pacifique de cette question de l'eau au Moyen-Orient n'est pas irréaliste, et pourquoi pas le premier pas vers des relations plus saines entre les différents pays qui y coexistent. ■

PIERRE-ALAIN CLÉMENT

(1) Frédéric Lasserre, « Conflits hydrauliques et guerres de l'eau : un essai de modélisation », *Revue internationale et stratégique*, n°66, 2007, p. 105-118 (version mise à jour en 2008 : http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2008/lasserre/article.html#sdfnote1sym).

(2) Jeffrey Sachs et Andrew Warner sont sans doute les premiers à l'avoir théorisée (« Natural Resource Abundance and Economic Growth », Harvard Institute of International Development) avant que Josef Stiglitz ne diffuse largement l'idée.

(3) « Sur l'eau, il est possible de négocier. Pour la terre, vous pouvez faire la guerre ».

(4) Amikam Nachmani, « Water Jit-

ters in the Middle East », in *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 20, n°1, 1997, p. 72.

(5) René-Éric Dagom, « Géopolitique de l'eau », in *Sciences humaines*, n°206, juillet 2009 (http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_article=24012).

(6) Christophe Rymarski, « L'eau est-elle vraiment un bien rare ? », in *Sciences humaines*, hors-série n°49, juillet-août 2005.

(7) Voir l'analyse comparée du pétrole et de l'eau par Jan Selby, « Oil and Water: The Contrasting Anatomies of Resource Conflicts », in *Government and Opposition*, vol. 40, n°2, printemps 2005, p. 200-224.

